Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 21 FEVRIER 1979 - N° 858 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Vietnam : la riposte de la Chine

Les forces soviétiques auraient été placées en état d'alerte, les permissions des soldats supprimées. Moscou n'hésite pas à «mettre en garde» la Chine alors que celle-ci entend mettre fin aux violations de sa souveraineté, en engageant une riposte d'une ampleur «limitée», selon les propos de Deng Xiaoping.

Les provocations vietnamiennes auxquelles la Chine se trouve confrontée depuis de longs mois, s'inscrivent dans une logique des autorités de Hanoï, qui développent une politique de grande puissance régionale, tout en devenant de plus en plus l'instrument régional de l'URSS.

Lire en page 8

Après l'arrestation de militants CFDT à Lyon

Plusieurs personnes, dont des militants syndicaux CFDT, se sont vus interpellés à Lyon ces jours-ci. Ces arrestations ont lieu après la mobilisation qui s'était tenue contre le meeting de l'Eurodroite, à laquelle 10 000 personnes avaient participé le mardi 6 février. L'arbitraire guide les flics, qui promettent de très nombreuses autres interpellations... Face à ces intimidations, au moment de la montée des luttes dans la région, l'UD-CFDT prépare une riposte unitaire...

Lire en page 5

Le «ras-le-bol» des travailleurs britanniques

Depuis Noël, c'est une vague de grèves sans précédent depuis la grande grève des mineurs en 1976, qui secoue la Grande-Bretagne. La politique de collaboration de classes des Trade-Unions et avec elle l'existence même du gouvernement travailliste de Callaghan, sont menacées.

Lire notre correspondance en page 6

Grève générale de 24 heures dans tout le département

La Loire mobilisée contre le chomage

• De nombreux barrages sur les routes dès le matin

Le 20 février était une journée de mobilisation pour tous les travailleurs de la Loire.

Venant de La Plaine, de la vallée du Gier, de la vallée de l'Ondaine, trois marches devaient converger sur Saint-Etienne, jusqu'à l'Hôtel de ville.

La Loire est un département qui voit ses principales activités industrielles menacées. Il y a plusieurs années, les mines étaient abandonnées. Mais aujourd'hui c'est la sidérurgie et le textile qui sont frappés de plein fouet. Dans le département un travailleur sur dix est sans travail. A la différence de régions comme la Lorraine ou le Nord, les licenciements tombent chaque jour à dose régulière ; chaque jour une petite entreprise ferme. A Creusot-Loire, tous les deux jours, 3 ouvriers s'en vont.

Les travailleurs de la Loire sont mobilisés pour s'opposer au déferlement du chômage sur leur département.

Nous rendrons compte, dans une prochaine édition, de la mobilisation pour cette journée.

DANS LE BASSIN DE LONGWY

Une radio au service des luttes

Entretien avec un animateur de Radio SOS Emploi

Lire en page 2

Radio-SOS-Emploi Longwy

«POURQUOI PAS NOUS ?»

Interview réalisée par François MARCHADIER

Radio-SOS-Emploi émet sur le bassin de Longwy depuis le mois de décembre. Radio libre, mais radio d'un genre nouveau, directement en prise sur une lutte, et contrôlée par une organisation syndicale, la CFDT. Première d'une nouvelle génération de radios ? En tout cas, ses animateurs et particulièrement Félix, responsable régional CFDT que nous avons interviewé, n'écartent pas l'idée.

▷ **QdP : Ce qu'il semble c'est que les radios libres connaissent un certain essoufflement en France et que les seules qui aient des perspectives, ce sont celles qui ont décidé de se mettre au service des luttes des travailleurs ; comment voyez-vous les choses, dans quel objectif travaillez-vous ?**

— Félix : On l'a toujours dit dès le départ, notre objectif, c'est de nous mettre au service des travailleurs et de constituer un outil de lutte capable de mobiliser, de réunir sur des objectifs de lutte communs. Cet outil qu'est Radio SOS Emploi, nous permet de répandre l'information sur un plan local, car les problèmes sur Longwy sont des problèmes locaux, même s'ils se rattachent à des problèmes qui sortent du cadre du bassin. Nous avons fait une radio qui se calque très bien avec les problèmes du bassin. Techniquement, du point de vue du relief des lieux, c'est difficile de toucher tout le monde ; il y a certainement des coins où l'on ne nous capte pas ; nous sommes en train de résoudre ce problème.

Tu dis que ce genre de radio, ce sont celles qui sont le plus protégées, qui ont le meilleur avenir parmi les radios libres. Effectivement, l'intérêt d'une radio comme celle-là c'est qu'elle a un contenu pratique existant : c'est la lutte des travailleurs, ce sont les analyses des organisations ouvrières ; le contenu est très facile à reprendre à partir de là. Alors qu'une radio libre, aux objectifs plus ou moins flous, a certainement à un moment donné des problèmes que je ne connais pas, parce que nous sommes tous des travailleurs issus du tas et non des spécialistes de la radio.

UN MOYEN PLUS COMMUNICATIF QU'UN TRACT

▷ **QdP : Est-ce que vous pourriez expliquer comment l'idée de créer cette radio vous est venue ?**

— P. : On s'est rendu compte que la radio c'est un moyen bien plus communicatif que l'est un tract ou un journal. A l'époque, nous quand on voulait communiquer avec les travailleurs, on avait ou la presse locale ou les fameux tracts à la porte des usines. Ce n'est pas assez percutant. De plus la presse trafique nos communiqués et les tracts ne sont pas toujours lus par tous. Nous, ce qu'on cherche, c'est que l'ensemble des travailleurs viennent exprimer leurs points de vue en direction des autres travailleurs.

— Félix : C'est plus facile d'écouter que de lire à notre époque. Les travailleurs rencontrent des difficultés pour lire. Les mass-média expriment un tas d'idées, un tas de messages, pourquoi pas nous ?

Deuxième argument, tout l'aspect illégal de la radio. Les travailleurs de Longwy en ont assez de rester dans la légalité et tout en restant dans la légalité, de se faire démonter. De subir des coups en permanence sans pouvoir y répondre.

RADIO VERTE FESSENHEIM

▷ **QdP : Comment avez-vous connu les radios libres ?**

— Il y a un copain qui avait le contact avec Radio Verte Fessenheim qui nous a vraiment bien aidés, et tout de suite a fourni une contribution sensationnelle. Au bout de trois ou quatre jours, on était presque techniquement au point. Ils ont déjà du métier puisqu'ils émettent depuis un an et demi. Ils ont très bien compris notre problème et ils nous ont laissé prendre des initiatives pour qu'on puisse être autonomes.

DES PROGRES TECHNIQUES RAPIDES

▷ **QdP : Comment avez-vous résolu les problèmes techniques ?**

— On les a résolus progressivement ; on a commencé avec du matériel de fortune. Puis il a fallu adapter ce matériel et en assurer la maintenance. Nous avons eu la chance de travailler avec un technicien de premier plan qui maintenant est vraiment au point ; on a quand même acheté du matériel. C'est là qu'il y a avantage à faire une radio dans le cadre d'une organisation comme la CFDT, parce que l'aspect financier n'est pas négligeable.

Avant d'aller plus loin, comme je pense que cela est nécessaire, on voudrait s'assurer, qu'il y a continuité dans notre radio.

On est un peu surpris aussi de l'absence de répression jusqu'ici. On nous avait tellement dit que dans les trois ou quatre jours qui suivraient la première émission, la police mettrait un coup d'arrêt à l'expérience... Ce soir, c'est la 28e émission. Cela nous encouage et on est prêts à aller au-delà. Surtout que nous profitons d'une certaine expérience.

On se décourageait au début à cause du temps de réalisation d'une émission. L'apprentissage est terminé pour nous, on peut se permettre de faire une émission très rapidement, on a un certain métier. C'est vrai qu'il y a besoin, malgré l'aspect artisanal de notre radio, d'une certaine technicité. Au début on mettait 10 heures pour préparer une émission, on terminait à des 5 heures du matin... On avait peur de ne pouvoir continuer... Maintenant en une heure et demie le schéma de notre émission étant fait, on est sûr qu'elle est terminée. Il nous faut en gros le double de temps pour préparer l'émission que le temps d'émission.

TROIS EQUIPES AU TRAVAIL

▷ **QdP : Comment sont composées les émissions ?**

— Nos émissions sont composées de trois volets. Nous avons nos reporters qui eux aussi ont besoin d'un certaine expérience. Ce qui est plus important, c'est de savoir ce que l'on cherche pour pouvoir percuter le gars que l'on interviewe, c'est-à-dire lui faire dire ce qu'il a à dire.

Nous avons éventuellement trois reporters, trois magnétos. Et puis il y a la partie émission proprement dite. On se réunit avec deux speakerines, un technicien du son et un rédacteur.

Le rédacteur a pour tâche de rédiger l'émission là où il n'y a ni reportage ni débat. Le rédacteur doit aussi harmoniser les débats. Aujourd'hui par exemple, on recevait des militants sidérurgistes allemands. Il est nécessaire que le sujet ne parte pas pêle mêle ; il faut aussi une conclusion et une introduction pour la bonne compréhension de notre radio. Le technicien doit toujours être prêt, assurer la maintenance du matériel, assurer la partie technique, les fonds musicaux etc.

Nous avons une troisième équipe chargée de faire l'émission proprement dite. L'émission a lieu à partir de 19 heures. Cette équipe-là n'a pas de lien direct avec nous. Ils travaillent de façon mobile pour ne pas se faire repérer ; chaque soir, ils émettent d'un lieu différent. Nous venons de commencer à émettre avec un deuxième émetteur.

Le problème de la radio, ce n'est pas le même que celui du crassier sur lequel nous faisons marcher un SOS lumineux. Assurer la garde du crassier, un peu tout le monde peut le faire, une fois que les consignes élémentaires sont transmises, mais faire marcher la radio, ce n'est pas exactement pareil. On est obligé d'avoir une équipe formée.

ANCRÈE DANS L'ORGANISATION OUVRIERE

▷ **QdP : Comment, compte-tenu de cette formation nécessaire pour faire fonctionner la radio, s'assurer que les travailleurs de Longwy en gardent le contrôle ?**

— Cette question est très importante. Au départ on s'est posé la question de savoir comment on allait faire le lien entre notre radio et la CFDT. On n'a pas tous été vraiment clairs sur cette question. Certains disaient : Ils n'ont qu'à émettre, on verra bien ce que cela donnera ; moi j'étais un de ceux qui disaient : il faut que la radio soit ancrée dans l'organisation ouvrière, qu'elle ne soit pas marginalisée et que cette radio-là soit à la fois un lien direct et contrôlé par l'organisation. Le contenu de notre radio est déterminé et contrôlé par la commission exécutive de l'UL CFDT de Longwy. Chaque semaine la CE se réunit pour déterminer le contenu. Moi qui suis rédacteur j'ai pour tâche de déterminer et de proposer des sujets en lien avec la lutte. Cela pose quelque fois des questions de temps. Mais, nous sommes une équipe de copains, on travaille aussi en confiance, et des petits accrochages qui existent sur des questions de mots ne sont jamais importants.

Je crois que dans l'ensemble, on réussit assez bien à faire une radio qui soit au contact de la population.

▷ **QdP : Tous ceux qui participent à la radio sont-ils membres de la CFDT ?**

— Non, tous ne sont pas membres de la CFDT. Naturellement cela a posé des problèmes au départ, quand il s'est agi de dire : ce sera une radio de la CFDT. Certains ont pu se sentir un peu gêné. Mais la CFDT, ce n'est pas une question seulement de cartes ou d'adhérents. Je crois que la CFDT est une organisation suffisamment responsable qui répond de la façon la plus large aux aspirations des travailleurs, de telle sorte que tous ceux qui veulent y participer puissent y venir. Ce n'est pas parce que l'on passe la porte de l'UL CFDT qu'il est nécessaire d'avoir tout de suite sa carte d'adhérent dans la poche. Je crois qu'il y a beaucoup de travailleurs qui peuvent se retrouver dans les aspirations qui sont mises en avant par la CFDT.

FAIRE BEAUCOUP DE PETITES RADIOS

▷ **QdP : Comment voyez-vous l'avenir de Radio SOS Emploi ?**

On veut améliorer notre radio sur Longwy, tout en sachant bien que la lutte sera longue ; donc cela nous laisse du temps devant nous. D'autre part, on a prévu de faire une radio qui soit au service de toutes les luttes de Lorraine en sachant que l'on aura le soutien logistique des UL CFDT de Lorraine. On a déjà eu quelques contacts avec ces UL. Ce serait dommage d'abandonner notre radio puisque l'outil de travail est en place et qu'il est efficace. On est prêt à aider toutes les UL qui en auront besoin ; on est prêts à se rendre avec une équipe sur place. Comme RVF, on pourra donner aux autres les moyens de faire cette émission. En ce qui concerne les sondages, on n'en pas encore vraiment fait. On sait qu'il y a beaucoup de monde qui nous écoute. Les gens continuent à parler de la radio. Pourtant depuis 15 jours, il y a beaucoup moins de publicité faite autour. Il y a même ceux qui nous font des reproches parce qu'ils ne l'entendent pas... faute d'émetteurs assez nombreux.

▷ **QdP : Quelle est la position des structures CFDT par rapport à votre initiative ?**

— Moi, je suis militant de base et en même temps j'exerce des reponsabilités au niveau régional, Faire accepter notre radio par toutes les structures de la CFDT, cela implique qu'on explique bien le sens qu'on lui donne, et qu'on essaye de la faire prendre en compte par toute l'organisation. On a eu jusqu'à présent ces discussions avec les UL. Il y aura peut être quelques réticences à vaincre pour faire admettre notre radio, pour la faire adopter, des réticences qui peuvent provenir d'une appréhension à cause du caractère illégal de ce que nous faisons.

— Je fais confiance à la CFDT, organisation démocratique et responsable. Dans ce sens-là, elle comprendra que c'est la volonté des travailleurs de s'exprimer avec cet outil qu'est la radio, et elle devra prendre en compte la radio comme elle a pris en compte tous les autres types de luttes que se sont donnés les travailleurs.

Notre radio a une faible portée. Mais elle est importante pour nous habitants du bassin, dans une région qui a une histoire ouvrière particulière, une histoire mouvementée, dure, d'oppression importante. C'est important que notre radio soit là pour nous réunir. Je crois qu'il faut multiplier ce genre de radios. Ne pas chercher à faire une radio plus grande qui émette plus loin. Il faut multiplier les petites radios très ponctuelles, très décentralisées, qui permettent aux gens qui habitent un secteur de se retrouver, de s'expliquer, de se comprendre et de dialoguer.

Le 7e congrès de l'UD-CGT du Val de Marne s'est déroulé à Vitry du 14 au 16. Au nombre de délégués qui lisent *L'Humanité* de la tribune à la salle, aux applaudissements nourris qui saluent les interventions de Paul Merciecca ou de Michel Germa, (président PCF du conseil général), aux multiples références aux seuls trusts allemands qui menacent *«l'intérêt national»*, on sait qu'on est ici en famille. C'est toute cette atmosphère d'une U.D. dominée dans tous ses rouages par le PCF qui a été celle du congrès.

Vitry : 7e congrès de l'UD-CGT

L'ESPRIT DE GRENOBLE EST ENCORE BIEN TIMIDE

Un congrès semblable en tous points au 6e congrès dans le déroulement de ses travaux : beaucoup de temps perdu en salutations d'organisations de toutes sortes, contrôlées par le PCF (le salut au congrès du comité départemental de France-R.D.A., par exemple), ou encore en remerciements (par exemple ceux de Jean Hager au maire de Vitry). Alors que quand, rarement, le débat est parti dans la salle, il était vif et passionnant. Non vraiment c'est l'image d'une CGT routinière, dominée par un seul courant de pensée, où l'appareil, tout en faisant référence à l'ouverture du 40e congrès, pèse de tout son poids pour limiter l'expression d'autres sensibilités politiques, qui reste l'image de ce congrès.

LE PIED SUR LE FREIN...

Quand on sent dans une délégation la présence d'un courant politique non PCF, violentes sont les réactions de certains de ses membres. Ainsi la direction du syndicat du HPV a-t-elle été accusée d'être manipulée par un *«groupuscule»*. Ainsi, quand sur la motion d'orientation, quelques syndicats se sont abstenus, comme les communaux, Fortin, membre connu du PCF sur l'HPV (hôpital psychiâtrique de Villejuif) est intervenu rageusement pour *«que l'on connaisse les noms des syndicats qui s'abstiennent»* ! Apparemment on n'est pas habitué à cela dans l'UD du 94.

La grande proposition du secrétaire de l'UD, Roland Foucart (beau-frère de Séguy, présent au congrès) a été de proposer un référendum pour faire voter les travailleurs pour ou contre l'unité d'action (comme si les travailleurs étaient contre !) et de faire plebisciter ainsi la proposition d'un comité départemental de sauvegarde de l'emploi. Dans la mesure où ce comité pouvait faire avancer la lutte, pourquoi pas ? Mais il s'agit plus en fait d'un cartel que d'une structure de lutte.

POURTANT

Pourtant, comme des poussées timides d'un printemps tardif, des choses positives ont été exprimées, ainsi l'intervention de Vocson de l'HPV a mis en cause «le saucissonnage des luttes» et faisant référence aux Etats Généraux de l'Emploi du Rhône, a demandé la coordination réelle des entreprises occupées (10 sur le Val de Marne). Ainsi un délégué immigré s'est battu fermement et seul pour que l'UD appelle toutes les entreprises à se joindre à la marche des sidérurgistes sur Paris ; ainsi Claude Combe du syndicat d'Air Inter s'est démarqué de l'approbation sans réserve du régime de Boumédiene faite par le congrès et a, par ailleurs, montré que la CGT progressait quand elle était réellement démocratique. Ainsi Louis Dufour, permanent des métaux, a remis en cause la pratique du syndicalisme de sommet pratiquée dans les CE et les CCE, tonnant contre les *«militants installés dans la routine et les notables syndicaux»*. Ainsi Hennen (santé) interviendra dans la salle sur l'emploi : *«Il faut qu'on discute réellement, est-ce-que la CGT fait du pipeau ? Tout le monde va-t-il se mouiller dans l'occupation des entreprises ?»*, intervention qui en entrainera bien d'autres dans la fin du jeudi après-midi.

Hélas, lors de la reprise du vendredi matin, la présidence proposait d'arrêter le débat à 9 h 45 (il était 9 h 10) ; le congrès (moins deux voix) entérinait la proposition. La journée du vendredi ne vit ainsi aucun débat.

Aussi bizarre que cela puisse paraître, la résistance à l'esprit d'ouverture du 40e congrès semble venir de l'appareil lui-même, de la routine de tous les cadres moyens des UL ou des gros syndicats qui ont un mal énorme à remettre en cause le fonctionnement passé. A la base, on souhaite cette ouverture et ce débat ; en «haut», un pied sur le frein l'autre sur l'accélérateur, on y pousse par petits à-coups. Mais dans le 94 où la CGT est hégémonique (avec ces 60 000 adhérents, elle représente les deux tiers de tous les syndiqués du département), avec par ailleurs le poids politique du PCF dans les municipalités, c'est le fonctionnement classique qui domine. Telle est l'impression que l'on garde du 7e congrès départemental du Val de Marne.

• Vote pour la reprise à la CEM (Lyon)

Après les intimidations et les affrontements organisés par des cadres et des éléments de la maîtrise contre les travailleurs de Petercem, et le piquet de grève de Normacem la semaine dernière, un vote devait être organisé lundi matin sur les usines CEM de Décines, et de la Buire.

Dans ces deux boîtes, les portes étaient ouvertes depuis vendredi, mais très peu d'ouvriers ont travaillé. L'accès a été permis, à l'issue d'un vote, tous collèges confondus, où une courte majorité s'est prononcée pour la reprise du travail.

Un début de négociation, jeudi dernier, entre les syndicats et la direction, n'a pas abouti.

Rectificatif

Dans le journal daté de mardi, une erreur s'est glissée dans l'article sur la lutte de la CAN : au lieu de «PR», il fallait lire RPR. Nos lecteurs voudront bien nous excuser.

«ICI ON NE VEND RIEN, ON EXPLIQUE !»

Le syndicat du petit commerce de Lille organisait une journée

Beaucoup de monde, début février à Lille : les employés CFDT du petit commerce invitaient à des journées «portes ouvertes» salle Roger Salengo transformée pour l'occasion en boutique où chacun pouvait voir des fiches de paie atteignant parfois juste le SMIC, des panneaux expliquant leurs conditions de travail, leurs revendications.

Vendeuses, retoucheuses et autres employées du petit commerce étaient là prêtes à répondre aux questions de très nombreux visiteurs et prendre contact avec ceux de la profession. *«Enfin, un syndicat des travailleurs du petit commerce, on a attendu ça toute notre vie»* disaient des vendeuses retraitées.

UNE EXPERIENCE UNIQUE EN FRANCE

Le collectif travailleurs du Petit commerce s'est créé à Lille il y a 2 ans, peu aidé au départ par l'UL et la fédération commerces et Services qui restaient distantes suite aux expériences faites dans ce domaine : beaucoup de problèmes individuels à régler, ce qui revenait à un boulot d'assistante sociale.

Cela n'a pas été facile pour plusieurs raisons :

— Le problème d'isolement des travailleurs qui sont pourtant environ 15 000 à Lille.

— Beaucoup de dossiers Prud'homme à mettre en route.

— Généralement pas de conventions collectives ou quand il y en a impossibilité pour les filles isolées dans leur magasin de la faire respecter.

UNE CONVENTION COLLECTIVE UNIQUE

La mobilisation s'est d'abord faite sur l'application de la loi de 36 : deux jours consécutifs de congés par semaine, les patrons n'ont pas encore accepté, mais offraient «généreusement» une matinée (surtout pas l'après-midi) dans la semaine en plus du dimanche et du lundi matin.

Aujourd'hui les revendications principales sont :

— Une convention collective pour tous les commerces qui pourrait se traduire par l'extension géographique de celle (améliorée) existant déjà pour Roubaix Tourcoing).

— Liée directement : des délégués par rue ou par quartiers pour faire appliquer cette convention.

— 2 400 F à l'embauche

— La prime d'ancienneté

— La liberté syndicale.

Les avantages d'une mairie socialiste

Voulant profiter de la période pré-électorale, avant les élections municipales de mars 77, les travailleurs du petit commerce avaient demandé une entrevue à la liste PS PC. Suite à ces démarches, leurs problèmes étaient prévus à l'ordre du jour d'un conseil municipal... Mauroy usant de son droit de veto bloqua l'ordre du jour en supprimant cette question ainsi qu'une autre concernant les immigrés...

Environ 25 travailleuses se rendent à la mairie Mauroy les reçoit la veille des élections (mars 77) au Syndicat d'initiative, reception dans les règles avec jus de fruit etc...

Après l'exposé de leurs revendications par l'une des représentantes du syndicat des travailleurs du petit commerce, Mauroy répondit : «Mais, mademoiselle, les patrons du petit commerce ne sont quand même pas tous comme ça».

— «En tant que militant du PS, vous devriez savoir M. Mauroy qu'il n'y a pas de bons patrons»... Pas de *réponse.*

«Nous voudrions un communiqué de presse disent que les candidats PS PC soutiennent les employés du petit commerce dans leur lutte».

«Oui, mais pas ce soir».

Quel sont les électeurs du PS qu'il fallait en effet ne pas décevoir une veille d'élection ?

Correspondant Lille

Dans le commerce, pourquoi on licencie

Lettre envoyée par la direction d'un magasin de commerce à une vendeuse

Mademoiselle,

Depuis le début du mois de septembre, nous avons été amenés à maintes reprises à vous faire des observations verbales auxquelles vous avez toujours répondu par un sourire narquois, sur la tenue de votre rayon ainsi que sur votre tenue personnelle.

En effet, il est à constater que vous portez la même robe d'été de couleur rouge depuis environ 8 mois. Nous savons, d'après vos observations, que vous considérez que «cette tenue est bien suffisante pour cette maison».

Nous n'avons jamais imposé, à aucun membre du personnel, des élégances excessives car un rien de dignité humaine de la part de chacun provoque un roulement de leur vestiaire.

Comme nous vous l'avons déjà dit, il est désagréable d'entendre des réflexions du type «les salaires doivent être vraiment chiches si la vendeuse n'a pas les moyens de changer de robe».

En conséquence, nous considérons qu'un préjudice est porté au renom de notre Maison d'autant plus que votre attitude renfrognée, vis-à-vis de la clientèle, n'incite pas à l'achat. Vous conviendrez que pour une vendeuse c'est relativement grave.

Nous vous prions de bien vouloir considérer votre licenciement à dater du 15 décembre 1977.

Nous vous prions d'agréer, Mademoiselle, nos salutations distinguées.

LUTTES OUVRIERES

Quelques nouvelles de la Seine-Saint-Denis

D'Est en Ouest : toujours des licenciements

Montreuil : On brade chez S.C.O. !
Depuis un mois les travailleurs de la Société Commerciale d'Outillage, occupent leur entreprise menacée de fermeture.

Romainville : 200 CRS chez Favo !
Le 9 février la police a fait évacuer les ouvrières de chez Favo qui depuis 25 jours occupaient leur entreprise pour s'opposer à 62 licenciements.

Blanc-Mesnil : Employée municipale arrêtée dans les ateliers municipaux !
Trois inspecteurs de la 11e brigade territoriale ont arrêtés sans ménagement, une employée municipale pour l'entendre comme témoin. Cet enlèvement, rappelant d'autre temps, s'est fait devant ses collègues de travail médusés et révoltés. Est-ce les premiers résultats de la campagne du PCF dans le département pour réclamer plus de flics ?

St Ouen : 400 licenciements chez Wonder ?
La direction annonce 400 licenciements causés par de prétendues difficultés. Déjà comme à Renault des travailleurs ont été licenciés parce qu'ils étaient «trop souvent malades» !

Epinay s/Seine : Grève à «Super M» ! : délégués syndicaux sanctionnés.
Samedi 10 février grève au magasin. Les revendications ne manquent pas pour les 250 employés :
— bas salaires = 2 200 F mensuel à l'embauche.
— Baisse des effectifs = 50 employés en moins en 10 mois.
— Augmentation de la productivité de 18 %.
La direction a répondu par la fermeture du magasin et des sanctions contre trois délégués syndicaux.

Correspondant

CLIMAT D'EMEUTE LE 16 A SEDAN

Le 16, c'est à Sedan, petite ville «tranquille» des Ardennes, que les travailleurs se sont montrés les plus résolus. A vrai dire, les Sedanais ne sont pas surpris de ce qui s'est passé chez eux. *«Au fond, ils l'ont bien cherché»*. «Ils» ce sont les flics et les autorités.

A Metz, lors de la journée du 16

Les sidérurgistes d'Usinor-Chiers-Chatillon de Blagny et Sedan, les ouvriers des dizaines de petites entreprises condamnées à la liquidation de la sidérurgie en ont assez des défilés et des discours rituels. Ils l'ont déjà montré en multipliant les semaines précédant le 16, les opérations «coup de poing».

Le ton est monté petit à petit pendant le meeting CFDT-CGT pour la défense de l'emploi qui s'est tenu dès 14 h 30. Quand le cortège de 4 000 personnes s'est retrouvé devant la sous-préfecture, ce sont plusieurs centaines d'ouvriers condamnés au chômage, de chômeurs, de jeunes qui s'en sont pris, aux cris de *«CRS = SS»* aux flics chargés de la protéger. Et cela, malgré les tentatives des responsables syndicaux de «calmer les esprits». Pendant plusieurs heures, les flics ont essuyé des volées de cailloux, de pavés. Ensuite les manifestants s'en sont pris au commissariat, place Turenne. Toutes les vitrines sont à remplacer ; l'immeuble des services fiscaux et le centre des impôts ont été mis à sac. Toutes les archives de l'arrondissement de Sedan sont parties en fumée ainsi que la permanence du docteur Sourdigues (élu de la majorité, président du conseil régional).

Les affrontements se sont poursuivis jusqu'aux environs de 22 heures. Des renforts de CRS ont dû être appelés. Il y a plus de 60 blessés chez les flics. Une trentaine de personnes ont été interpellées. Six sont poursuivies, quatre restent emprisonnées. Climat d'émeute à Sedan ? Le mot n'est pas trop fort. Ils sont bien discrets aujourd'hui ceux qui, samedi, parlaient d'éléments provocateurs, extérieurs à la région. Seul le PS ose maintenir cette vision des faits.

Et ce ne sont pas les menaces qui pèsent sur les travailleurs qui sont de nature à calmer les Ardennais. Déjà durement frappés par la restructuration de la sidérurgie et ses retombées, 1 000 licenciements supplémentaires à Sedan et à Charleville-Mézières seraient les coups de grâce à ce département. Les Ardennais veulent que leur département vive, ils l'affirment depuis des semaines en barrant les routes, bloquant les trains : la France qui lutte a le regard tourné vers les Ardennes depuis le 16 février. Un nouveau rendez-vous est fixé. Jeudi 22 sera une journée *«ville morte»* à Revin autour des gars d'Arthur Martin.

Correspondant

Les 3 800 ouvriers de huit principales usines sidérurgiques du groupe Usinor-Chiers-Châtillon installées dans les Ardennes, notamment à Blagny, Sedan, Vireux, Hausse-Rivière et Charleville-Mézières ont observé à 100 % cette journée marquée par un débrayage de 24 heures. Près de 6 000 ouvriers du secteur métallurgique du département se sont associés à ce mouvement en effectuant des débrayages de plusieurs heures dans certaines usines. Les usines d'Arthur-Martin à Revin, de Casita à Bagny-sur-Meuse, la Sefac à Monthermé et de Gailly à Charleville sont toujours occupées par les grévistes parfois depuis trois semaines.

INFORMATIONS GENERALES

Des femmes dénoncent le manque de personnel à la maternité de l'hôpital de Clamart

Nous, soussignées, malades ou accouchées du service gynécologie-maternité de l'hôpital A. Beclère à Clamart,
— Protestons très énergiquement contre l'inertie consciente de l'Assistance Publique devant le problème réel, sérieux et de notoriété publique depuis fort longtemps, de l'insuffisance **quantitative** du personnel.
— Les élèves infirmières, comme leur nom l'indique, ne sont qu'élèves et doivent fréquemment, au cours des soins, faire appel à l'infirmière.
Celle-ci, occupée à d'autre soins, doit abandonner son malade pour prodiguer les conseils utiles et repartir en courant auprès de lui.
— Au service du soir, très souvent, il n'y a qu'une seule infirmière pour un ou deux services.
— Du côté aide-soignante le problème est le même.
Savez-vous ce que représente l'attente du bassin lorsque vous avez eu une sonde urinaire quelques jours et que vous ne pouvez pas vous lever seule ?
— Le **dévouement** et **l'efficacité** du corps infirmier pour répondre aux besoins des malades est incontestable mais très certainement au détriment de l'équilibre moral et physique de tout le personnel hospitalier.
En conséquence, nous demandons que toutes mesures utiles soient prises pour résoudre ce grave problème.
Bien des propositions ont déjà été faites par différentes organisations à ce sujet. Il ne suffit pas de rénover les salles d'attente par exemple par des couleurs chatoyantes, comme dans le vieil hôpital de Villejuif pour changer la misère des hôpitaux. Misère qui a changé de face, mais misère quand même (manque de produits, de linge...).

Signée par 30 femmes
Clamart le 11.2.19/8

Etude de l'INSERM sur l'influence des classes sociales sur le devenir scolaire

L'environnement socio-culturel est déterminant

«L'intelligence (donc la réussite scolaire) est un phénomène inné» vient d'ânonner pour la énième fois le Pr Debray-Ritzen, le psychiatre réactionnaire pour enfants en vogue, devant un public choisi. Des chercheurs de l'INSERM* (U 155) viennent de publier les résultats d'une étude qui n'apporte pas précisément de l'eau à son moulin. Ils ont tenté de répondre à la question suivante : «Quel serait le développement intellectuel et scolaire d'enfants socialement dépourvus s'ils bénéficiaient des mêmes avantages que les enfants élevés dans un environnement privilégié ?». Pour cela, ils ont observé le devenir de deux groupes d'enfants ayant une même origine socio-biologique mais élevés dans des milieux socio-culturels contrastés.

L'adoption constitue une «expérience naturelle» dans laquelle le patrimoine génétique est transmis par une famille alors que le patrimoine socio-culturel provient d'une autre. Pour déterminer l'influence de ces deux patrimoines, l'étude a porté sur le statut intellectuel et scolaire de 32 enfants, dont les parents «biologiques» sont sans qualification professionnelle, adoptés, très jeunes, par des cadres.

Ces enfants abandonnés à la naissance avaient été placés avant l'âge de 6 mois dans leur famille adoptive.

Les résultats scolaires font apparaître des **échecs graves** : élèves scolarisés dans une classe spéciale (classe de perfectionnement, de transition, etc.) pour 25 % des enfants demeurés dans leur milieu d'origine, alors que ce pourcentage est dix fois plus faible pour les enfants adoptés. En outre, 11 % de ces enfants ont redoublé à l'école élémentaire contre 31 % des non-adoptés. Au total, les échecs scolaires sont quatre fois plus importants pour les enfants socialement dépourvus que pour leurs frères (ou sœurs) adoptés (56 % contre 13 %) (Cf. tableau).

Conclusion de l'étude de l'INSERM, les résultats obtenus par les enfants adoptés sont ceux de leur classe sociale d'adoption et non ceux de leur classe d'origine. Ceci montre l'importance de l'environnement socio-culturel sur le développement intellectuel. Cette étude apporte une réponse originale à la controverse sur la part de la génétique et du social dans les déficits intellectuels légers. En effet, cette observation directe n'est pas en accord avec l'hypothèse de l'existence d'un handicap intellectuel d'origine génétique dans les classes socialement défavorisées.

	Enfants adoptés	Enfants demeurés dans leur milieu d'origine
Echecs graves ... (classe spéciale : Perfectionnement, transition, etc...)	2 %	25 %
Redoublements à l'école élémentaire	11 %	31 %
Ensemble des échecs	13 %	56 %

L'étude des QI (Quotients Intellectuels) menée par les chercheurs de l'INSERM confirme totalement l'analyse des résultats scolaires du tableau ci-dessus.

On attend avec intérêt la réponse de Debray-Ritzen qui ne s'est guère manifesté depuis...

Pierre PUJOL

*(Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale).

APRES L'ARRESTATION DE MILITANTS CFDT A LYON

Ce lundi se tenait une conférence de presse convoquée par l'UD-CFDT Rhône, après l'arrestation, la semaine dernière, de quatre personnes, dont trois militants CFDT, accusés d'être à l'origine des attentats contre une station-service BP, et contre un local du PFN dans la nuit du 6 au 7 février, après la manifestation contre l'Eurodroite.

Pour l'UD - CFDT : *«Ces arrestations visent à briser dans l'œuf toute opposition à l'Eurodroite. C'est une affaire extrêmement grave, une nouvelle atteinte aux libertés et aux droits démocratiques. Elle éclaire d'un jour nouveau la procédure de flagrant délit, qui permet de faire des investigations pendant quinze jours, afin de prouver qu'un tel a pu commettre tel délit, et de le placer en garde à vue...».*

Les militants arrêtés ont raconté comment s'était passée leur interpellation. L'un d'eux militant CFDT chevronné, responsable national du comité Larzac, Bernard Huissoud, a été conduit mardi 13 dans les locaux du commissariat central de Vauban avec menottes, interrogé pendant plusieurs heures par un commissaire, et relâché vers 20 heures, après l'intervention d'un responsable CFDT. L'autre, Denis Montet, militant CFDT dans l'enseignement, responsable d'un comité Malville, a été arrêté et placé en garde à vue jusqu'à 20 heures en compagnie de deux autres personnes qui se trouvaient chez lui lors de son arrestation.

Il est à noter, comme l'a rappelé un avocat du Syndicat des avocats de France, que la procédure de flagrant délit employée contre ces militants permet à la police de garder à vue n'importe quelle personne en l'absence de tout élément de preuve ou d'indice. Les 10 000 personnes qui ont manifesté mardi 6 contre le meeting de l'Eurodroite pouvaient donc tout aussi bien être interrogées !

De plus, ces interpellations se sont produites une semaine après la manifestation, et demande le SAF, *«on peut se demander d'où venaient les ordres»*. La police a d'ailleurs déclaré à ces militants devoir procéder dans les jours qui viennent à plus de 300 interpellations sur Lyon ! L'UD-CFDT rappelait aussi que ces gardes à vue arbitraires se déroulaient dans un climat de montée de luttes, d'actions offensives des travailleurs et de répression patronale et policière.

L'UD-CFDT va organiser une défense collective des accusés, et une riposte unitaire, notamment avec les organisations qui avaient vaient appelé le 6 février à la manifestation contre le meeting de l'Eurodroite.

Correspondant LYON

Scandaleux : le maire de Lille licencie 28 employés !

Lors de la manifestation du 16 à Lille, le syndicat CGT des communaux diffusait un tract-pétition dénonçant les licenciements décidés par la mairie. Mauroy n'avait pas jugé bon de participer à cette manifestation contre le chômage. Par contre, il pavanait à celle de l'après-midi à Valenciennes. Derosier, un adjoint, n'était pas là non plus. Quant à Vaillant, il expliquait les 28 licenciements d'agents par le fait que c'était du personnel intermittent, et qu'en ce moment les enfants sont en classe de neige... Voici quelques extraits de ce tract.

«Par une lettre reçue hier, 28 agents de la caisse des écoles sont licenciés, et ceci à la veille de cette grande journée pour la sauvegarde de l'emploi dans notre région.

Que valent les récentes déclarations du maire de Lille sur le combat qu'il mène pour notre région, quand lui-même décide de licencier 28 agents de sa propre commune ? (...)

Les enfants sont directement victimes de cette diminution du personnel. Quant à ceux qui ont un double langage, car Lille, pensions-nous, était une municipalité de gauche, donc tournée vers l'intérêt des travailleurs, c'est faux.

Le maire de Lille, ainsi que le ferait n'importe quel patron réactionnaire, sacrifie les travailleurs sur l'autel de l'austérité, alors que dans le même temps des manifestations honteusement coûteuses sont organisées à la mairie de Lille (...)».

Corr. LILLE

LES MOTIONS DU CONGRES DU PS : QUELQUES POINTS DE REPERE

Les motions qui vont être présentées au congrès du parti socialiste reflètent, de façon plus ou moins fidèle, les contradictions qui opposent les différents courants de ce parti sur des questions tactiques ou parfois plus fondamentales. Il convient, bien entendu, de ne pas s'attacher trop étroitement à la lettre aux textes proposés ; comme il se doit en politique social-démocrate, les textes pourront subir des modifications, des fusions et autres «synthèses» au gré des regroupements qui apparaîtront nécessaires dans le cours du congrès.

On ne peut cependant discerner quelques grandes orientations dans les textes proposés. Nous donnons quelques points de repères sur les principaux textes ; nous avons négligé la motion Lhuillier, qui expose des thèses féministes, mais ne prend pas position sur l'ensemble des questions politiques. Nous laissons également de côté le texte de Defferre, qui manque remarquablement de précision, et ne constitue pour l'essentiel qu'une motion Mitterrand-bis. Nous considérons donc les motions de Mitterrand, Mauroy, Rocard, du CERES et la motion Pierret (ex-CERES) sur trois thèmes essentiels : les rapports avec le PCF, l'Europe et le type de modèle économique.

F.N.

Sur les rapports avec le PCF

Toutes les motions affirment leur attachement à l'union de la gauche, mais les nuances sont importantes. Pour Mitterrand, il faut contraindre le PCF à faire l'union, qu'il ne voudrait plus, *«créer une situation à laquelle le PC ne pourra échapper»*.

Mauroy, qui défend des thèses proches, insiste davantage sur la nécessité de l'affirmation de l'«originalité» socialiste. En clair, développer l'influence propre du PS pour négocier dans des conditions plus favorables, pour aboutir à la conclusion d'un «contrat de gouvernement» (mais plus d'un programme commun).

Pour Rocard, ce processus doit s'opérer en s'appuyant sur *«l'ensemble des éléments susceptibles de constituer l'union des forces populaires»*, autrement dit dépasser l'affrontement PCF - PS, intégrer les syndicats, associations, etc., à cette relance de l'union de la gauche.

La motion Pierret rejoint la motion Rocard sur cette question : elle affirme la nécessité de proposer *«des luttes et des actions unitaires au PC, de même qu'aux syndicats et au mouvement associatif»*.

Enfin, comme on pouvait s'y attendre, la motion du CERES est la plus chaleureuse pour l'union de la gauche, excluant *«la stratégie d'un PS dominant»*, et critiquant la «gauche américaine» (entendez le courant Rocard-Mauroy) qui *«a empêché le PS de jouer le rôle moteur qui lui revient dans le développement de l'union»*.

Sur l'Europe

Pour Mitterrand, il s'agit pour l'essentiel de confirmer l'attachement du PS à «l'Europe», mais avec de prudentes réserves : pas d'extension des pouvoirs de l'Assemblée européenne, et défense, dans le cadre des institutions européennes, des «intérêts français».

La tonalité du texte Mauroy est un peu différente : le maire de Lille évoque la possibilité d'instaurer pour l'Assemblée européenne *«un véritable droit d'initiative à l'égard de la Commission et du Conseil des ministres»*, proposition qui revient, même si l'auteur s'en défend, à accroître les pouvoirs de cette assemblée.

Pour Rocard, l'*«Europe des travailleurs»* implique *«une volonté politique et économique cohérente, reposant sur une politique planifiée et sur de puissants moyens publics d'intervention»*. Pour que cela soit plus clair, précisons que Rocard donne comme moyen de cette politique *«un dialogue avec les social-démocrates d'Europe du Nord»*.

La motion Pierret est plus nuancée, envisageant comme positive la perspective de l'élargissement de la CEE, mais refusant une extension de la supranationalité.

La motion du CERES est la plus critique vis-à-vis de la construction européenne, affirmant son refus dee toute intégration politique, militaire, ou même monétaire. Le CERES lorgne avec intérêt vers les pays de l'Est, et vante les mérites de la «détente» et de la «sécurité collective».

Sur les transformations économiques

Tout le monde est bien sûr, en paroles, pour la rupture avec le capitalisme. Mitterrand renvoie pour cela aux nationalisations prévues dans le défunt programme commun, et à l'élaboration d'une planification. Il se prononce pour une rigueur économique «de gauche».

Mauroy fait presque figure de gauchiste en affirmant la nécessité de *«mesures très fortes et très significatives dès le départ»*, alors que Rocard insiste sur l'aspect progressif de cette rupture, et sur les contraintes économiques.

Le courant Pierret est à mi-chemin des deux, insistant à la fois sur la nécessité de mesures *«décisives dès les premiers mois»* et sur la prise en compte des contraintes économiques. Le texte laisse une grande place à l'idée d'autogestion au niveau des entreprises.

Le CERES enfin partage des idées proches du PCF, affirmant la nécessité de la nationalisation *«du crédit et des grands groupes capitalistes»*, et le développement du marché intérieur.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

• Lyon : solidarité des travailleurs du quartier de Vaise face à la lutte des travailleurs de Gabriel

A Gabriel, entreprise regroupant 160 ouvriers et travaillant surtout pour l'armée, ce n'est pas le risque de chômage qui «justifie» le refus de la direction face aux revendications essentiellement salariales des travailleurs.

Pourtant, depuis le mercredi 7 février, plus de 120 ouvriers ont décidé la grève totale pour obtenir :

— une augmentation de salaire (le salaire d'un P 1 est de 12,40 francs ou 13 francs de l'heure !)

— 40 heures par semaine sans perte de salaire (l'horaire «normal» est encore de 42 h 30, et certains travailleurs font même 50 heures par semaine)

— le treizième mois

— une prime mensuelle de 50 francs pour compenser l'augmentation des 1,25 % de cotisation de sécurité sociale

— l'embauche des intérimaires.

Face à cela, le patron refuse de négocier quand il ne se croit pas séquestré et demande sur le champ l'aide de la police...

Cette attitude renforce donc la volonté de lutte du personnel, essentiellement féminin de Gabriel, qui s'oppose maintenant jour et nuit au départ d'un camion de marchandise, et qui a organisé une importante manifestation sur le quartier. Autour de cette lutte on doit souligner le soutien des travailleurs du quartier, notamment celui des ouvrières de Ronys ainsi que celui du groupe femmes de Vaise.

C'est la volonté combative des travailleurs, aidés par la solidarité du quartier qui fera céder la direction archaïque de Gabriel qui avait toujours su jusqu'alors diviser pour mieux régner.

Correspondance

• Malville : les ordinateurs arrivent

Huit ordinateurs de type SOLAR viennent d'être commandés pour le futur surgénérateur de Creys-Malville. Trois SOLAR 16-65 interconnectés s'occuperont du traitement complémentaire de la centrale. Deux SOLAR 16-40 pour le traitement des températures du cœur et du déclenchement des alarmes et arrêts d'urgence. Un SOLAR 16-40 pour l'acquisition et le traitement des paramètres de la chaudière nucléaire. Et encore deux SOLAR 16-40, un pour le calcul de la réactivité en ligne, l'autre pour le système de traitement automatique des mesures d'essais.

Sodeta g Tai a été chargé de la mise en œuvre de l'équipement informatique.

Paru dans *Ecologie* 8 février

LE «RAS-LE-BOL» DES TRAVAILLEURS BRITANNIQUES !

Après avoir été contraint, par plusieurs millions de travailleurs en grève, de renoncer au *«pacte social»* qui limitait les augmentations de salaire à 5 %, Callaghan a annoncé le 14 février, la signature d'un *«concordat»* avec les syndicats. Cet accord vise à établir la collaboration entre le gouvernement et les dirigeants syndicaux, mais sa portée est nettement plus limitée que les précédents puisqu'il ne prévoit qu'une simple consultation périodique pour «évaluer les perspectives économiques».

Le gouvernement britannique voudrait par ce *«concordat»* rétablir les bases de la collaboration de classe, sérieusement malmenée par les nombreuses grèves de ces derniers mois, mais désormais face aux revendications montantes de la base, les directions syndicales hésitent à prendre des engagements qui seront rejetés par les travailleurs. Si dans le secteur public, on s'achemine vers la reprise du travail, les ouvriers de British Leyland de l'usine de Longbridge, sont bien décidés à poursuivre la lutte.

Comme nous l'indique ici, notre correspondant, c'est à un rejet massif de la politique d'austérité imposée pendant des années par les travaillistes, que doit faire face actuellement le gouvernement de Callaghan. Celui-ci cherche à tout prix à éviter de perdre le soutien des syndicats britanniques, alors que disposant d'une très faible majorité à la chambre des Communes il a aussi, désormais, tout intérêt à éviter des élections anticipées.

Les «bobbies» attaquant une manifestation de chômeurs, à coups de matraques.

Correspondance

Alors que la crise subsiste et s'aggrave, le gouvernement travailliste britannique a à faire face à un mouvement quasi-général de la part des travailleurs du Royaume-Uni, contre la politique d'austérité appliquée depuis 3 ans et qui se matérialisait par une limite de 5 % par an d'augmentation des salaires, alors que les prix eux sont restés «libres», provoquant une baisse importante du pouvoir d'achat.

FORD : LA PREMIÈRE RIPOSTE

Mais le mouvement contre les 5 % n'avait pas attendu 1979 pour commencer. La première attaque fut portée par les travailleurs de Ford - Royaume-Uni qui, après plus d'un mois de grève totale, firent plier la direction qui dût accorder finalement 16 % d'augmentation. Les travailleurs de l'automobile se montraient les plus actifs, lançant une grève aussi chez Vauxhall (groupe Général-motors) et débravaient chez British Leyland. Les patrons n'ayant pas pu respecter les consignes du gouvernement (ils triplèrent l'augmentation «autorisée»), celui-ci crut bon de vouloir prendre des consignes contre les entreprises «rebelles». Le gouvernement subit alors deux défaites au parlement dans un vote à propos des sanctions économiques, les alliés actuels des travailleurs au pouvoir, (libéraux, nationalistes gallois et écossais, unionistes d'Ulster) votant avec les conservateurs. Toutefois le vote de confiance suivant ramena la majorité aux travaillistes (15 décembre). Ce n'était qu'un répit pour le parti de Callaghan.

DEPUIS NOËL

Les employés des services publics se promettaient de souhaiter de bonnes fêtes de fin d'année au gouvernement. Pas de grève illimitée chez eux, mais des grèves de 24 heures chez les cheminots et les municipaux et les débrayages à la BBC, troublant sérieusement les programmes de Noël.

Cela était un avant-goût de ce qui allait se passer dès les premiers jours de janvier. Tout d'abord, après de nombreuses menaces, l'un des syndicats les plus importants du pays, le TGNU (Syndicat général des travailleurs et du tranport) lançait un mouvement de grève illimitée de ses routiers transporteurs de carburant. Ce syndicat ayant le quasi-monopole des routiers syndiqués, cela signifiait la paralysie à court terme d'un secteur vital de l'économie, d'autant plus que les piquets de grève empêchaient toute activité. Bientôt certains régions furent immobilisées comme le Nord-ouest, autour de Manchester et les Midlands (Birmingham), deux régions à très forte population ouvrière, tandis que Lonêhes était moins touchée. Manchester, grâce à son port intérieur, reçoit une grande partie des hydrocarbures du pays mais tous les terminaux pétroliers étaient étroitement surveillés par les militants : ainsi à Manchester l'essence était seulement distribuée aux services essentiels tandis que les bus ne circulaient plus qu'aux heures de pointe et que les établissements d'enseignement étaient fermés faute d'approvisionnement en fuel. En même temps, les autres routiers se mettaient en grève, provoquant par des piquets de grève très vigilants, de grosses difficultés pour l'industrie britannique, au 26 janvier, on estimait à 31 500 000 (1) la valeur des exportations bloquées dans les usines et les ports du pays. Si la grève des transporteurs de carburants a duré seulement deux semaines et demi, celle des autres transporteurs continuait avec la même revendication : 65 livres par semaine pour 35 heures. Les patrons ont cédé assez rapidement à cause de la priorité représentée par les hydrocarbures, mais la résistance patronale est plus rude pour les autres secteurs. 200 000 travailleurs ont été mis au chômage technique en Angleterre et au Pays de Galles, 33 500 en Ecosse, malgré cela, les ouvriers touchés expriment volontiers leur solidarité avec les routiers. Pourtant la télévision et les journaux ne se sont pas privés d'attaquer le mouvement, encourageant les rares contre-manifestations. Après un mois, le mouvement s'est essoufflé et, sous la pression de la bureaucratie syndicale liée au parti travailliste, on a assisté à des négociations par régions déjà beaucoup d'entre elles ont accepté 64 livres pour 40 heures. Le Nord-ouest a cédé en dernier et accepté le 1er février, 65 livres, mais pour 40 heures au lieu de 35.

LES «TIMES» DANS LA LUTTE

Parallèlement d'autres travailleurs, principalement des services publics, se sont mis en grève pour 24 heures ou par surprise. Les journalistes et les ouvriers du Livre s'inquiètent de la modernisation de la presse qui signifie pour eux de nombreux licenciements ; ce mouvement entamé par le personnel des journaux de province a duré près d'un mois jusqu'à la mi-janvier, retardant pour l'instant les restructurations patronales. Le *Times* s'est montré intraitable puisqu'il a tout simplement lockouté ses employés en lutte en cessant de paraître pour un moment ; l'épreuve de force se poursuit mais les ouvriers et journalistes du *Times* tiennent bon et publient même leur propre journal. La direction qui profite encore de la publicité faite mondialement au sujet du «journal le plus célèvre du monde», a lancé une campagne de publicité pour la reparution du journal.

Pendant deux semaines les cheminots se sont mis en grève de 24 heures, les travailleurs manuels des services publics également. Après une journée d'action le 15 janvier, ceux-ci continuaient, par secteurs et par surprise ; les secteurs les plus touchés sont les hôpitaux et les services d'ambulance, des écoles, les transports en commun comme à Manchester. Les mineurs, qui avaient fait tomber le gouvernement conservateur en 1974 menacent de faire grève pour 20 % d'augmentation tandis que les patrons ne leur proposent que 3,5 % (les mineurs gagnent 100 livres par semaine).

«La crise la plus sérieuse depuis la guerre»

Alors que le mouvement continue, on peut déjà faire quelques observations. Il semble d'abord qu'on assiste à la première faille dans la collusion Labour-syndicats ; alors que le parti travailliste tente de se présenter comme le parti de la classe ouvrière, beaucoup de membres du gouvernement viennent des sphères dirigeantes des syndicats. Si l'on devient dirigeant ou cadre d'un syndicat, l'adhésion au Labour est automatique ; ainsi des membres des partis révisionnistes et d'extrême-gauche arrivant à un poste de responsabilité dans un syndicat deviennent de ce fait membres d'un deuxième parti. Ce qui fait qu'aux congrès travaillistes, les syndicalistes sont nombreux et ont une large influence.

LES DIRECTIONS SYNDICALES AU PIED DU MUR

Alors, pourquoi cette crise provoquée par les syndicats ? Contrairement aux mouvements des dernières années déclenchés par les directions syndicales et donc «officiels», les grèves actuelles commencent maintenant très souvent «non officiellement», c'est-à-dire sans être appelées par les syndicats. C'est donc un mouvement de base, profond qui secoue la classe ouvrière.

Après trois ans de blocage des salaires, les ouvriers en ont assez de voir leur niveau de vie régresser. Bien sûr l'inflation a baissé, mais 5 % d'augmentation de salaire par an ne compensent pas 8 ou 9 % d'inflation. Devant ce «ras-le-bol» général, les directions ont dû suivre et cherchent même à précéder le mouvement : la grève des routiers n'est devenue officielle qu'après deux semaines. Tout cela gêne beaucoup les directions qui se ruent au 10 Downing Street chez le Premier ministre, pour essayer de trouver des compromis. Ils ont réussi en partie à affaiblir le mouvement en isolant les mouvements par corporation bien sûr, mais aussi dans le cadre d'un même syndicat comme celui des routiers qui a finalement négocié région par région provoquant les inégalités que l'on a vues. Ils n'ont rien fait pour unifier les luttes qui auraient pu causer de sérieux problèmes au gouvernement Callaghan.

Celui-ci est néanmoins dans une situation très difficile. Tout le monde s'accorde pour dire que cette crise est *«la plus sérieuse depuis la dernière guerre»*, tous, sauf Jim Callaghan, qui, après le sommet de la Guadeloupe, s'est permis de déclarer à un journaliste lui demandant son avis sur la crise, à son retour à Londres : *«la crise ? quelle crise ?»*.

LE GOUVERNEMENT TRAVAILLISTE MENACÉ

Bien que Callaghan n'ait jamais voulu décréter l'état d'urgence, contre d'avis de certains des membres de son cabinet, qui auraient voulu faire entervenir l'armée, sa popularité est en baisse. D'après les derniers sondages les conservateurs, aux cas d'élections législatives se déroulant maintenant, auraient une majorité de 7,5 %, soit une majorité écrasante si l'on considère les derniers parlements britanniques. Le parti travailliste ne doit sa survie au gouvernement qu'au soutien des autres petits partis. Mais le parti libéral a rompu le pacte qu'il avait avec les travaillistes pour ne pas sembler soutenir une politique impopulaire, les libéraux qui seraient en faveur d'une «union sacrée» contre la crise essaient de réduire les deux principaux partis ; mais pour l'instant, les libéraux votent avec les travaillistes, car ils ne pourraient sans doute pas se présenter aux élections dans de bonnes conditions, à cause du scandale provoqué par leur ancien leader, Jeremy Thorpe. Les partis nationalistes écossais et gallois, quant à eux soutiennent encore le gouvernement car celui-ci a fait avancer le processus de dévolution des pouvoirs, c'est-à-dire d'accroissement de l'autonomie, en Ecosse et au Pays de Galle ; mais ces partis, conservateurs, risquent de se retourner contre les travaillistes après le référendum qui donnera plus de pouvoir aux parlements écossais et gallois. Seul l'ultra-réactionnaire parti unioniste d'Irlande du Nord restera favorable aux travaillistes car ceux-ci sont violemment opposés à la politique pro-européenne des conservateurs.

Quoiqu'il en soit, sans le soutien de tous les partis sans exception, le gouvernement travailliste risque de tomber avant la date prévue des élections d'octobre 1979. Le gouvernement regrette de ne pas avoir provoqué d'élections anticipées à l'automne 1978, quand il avait à son palmarès la réduction du taux d'inflation, grâce à la pression sur les salaires, et que le mouvement de luttes n'avait pas encore commencé. Aujourd'hui le chancelier de l'Echiquier, responsable de l'économie, Denis Healey estime qu'une augmentation moyenne des salaires de 15 % porterait l'inflation à 13 % par an, ce qui veut dire que ses «efforts» auraient été vains. Entend-il par là qu'il faudra continuer à exploiter encore plus durement les travailleurs pour permettre aux patrons britanniques de rester compétitifs dans la concurrence impérialiste actuelle ? C'est une menace que la classe ouvrière britannique vient de se montrer prête à affronter.

---

(1) *1 livre : 8,50 francs environ.*

La riposte chinoise aux provocations vietnamiennes

A travers la presse française

La riposte chinoise aux provocations vietnamiennes a été commentée de façon très diversifiée dans la presse française. Dans l'ensemble toutefois, les commentaires font jouer plusieurs thèmes qui minimisent ou masquent carrément les responsabilités et le rôle de l'URSS dans le développement de l'agressivité vietnamienne. *L'Humanité* ne nous surprend pas, en reprenant intégralement le point de vue des dirigeants soviétiques, assimilant la riposte chinoise à une agression encouragée par les USA. Les autres quotidiens adoptent une attitude un peu plus réservée, en mettant l'accent sur la «déstabilisation» de l'Asie du Sud-est.

LES GROS TITRES

Parmi les gros titres des quotidiens : *«Agression chinoise contre le Vietnam»* (*L'Humanité*) ; *«Combats à la frontière de la Chine et du Vietnam»* (*Le Monde*), *«Moscou menace Pékin»* (*Le Matin*) ; *«Moscou-Pékin : le point de rupture»* (*Le Figaro*). Dans la plupart des articles cependant, reviennent un certain nombre de thèmes tendant à effacer les responsabilités de l'URSS et la réalité des provocations vietnamiennes contre la Chine. *Le Monde* établit un parallèle entre la riposte chinoise et l'agression vietnamienne contre le Kampuchéa, et n'hésite pas à renvoyer dos à dos Chine et URSS demandant : *«Le conflit sino-vietnamien ne doit pas servir de prétexte à un réglement de comptes entre les deux Mecques du communisme»*. En attribuant à la Chine le désir *«de contrarier la politique de détente entre Washington et Moscou»*, *Le Matin* entretient des illusions sur la «détente» servant à couvrir les préparatifs de guerre des superpuissances et sur la politique expansionniste de l'URSS. Ce journal affirme par ailleurs que *«la Chine entend montrer au monde entier qu'elle reste la première puissance de l'Asie»*. Tentant ainsi de faire passer la Chine pour un pays menant une politique de grande puissance : *«L'empire du Milieu reprend sa place naturelle au centre de l'histoire du Monde»* nous «explique» *le Figaro*.

L'HUMANITE : LE POINT DE VUE DE MOSCOU

Estimant qu'*«au Cambodge c'étaient les Chinois qui menaient la guerre contre le Vietnam par Pol Pot interposé»*, Andrieu, dans *L'Humanité* voit dans *«l'intervention directe et massive des troupes de Pékin»*, *«la reprise dans un autre secteur des opérations de pressions menées hier à la frontière cambodgienne»*. Après avoir insisté sur la faiblesse relative du Vietnam, Andrieu se fait le porte-parole de Moscou, en mettant en garde la Chine : *«Si elle veut éviter le pire, la Chine doit retirer immédiatement ses troupes»*.

En habillant les faits d'une nouvelle version de la fable du loup et de l'agneau, Andrieu a du mal à cacher les menaces de l'URSS qui encouragent le Vietnam dans sa politique expansionniste.

DU *MONDE* AU *MATIN* : UNE OBJECTIVITE FACTICE

Le Monde qui renvoie dos à dos agresseurs et agressés, parle de *«l'engrenage asiatique»*, la Chine donnant une leçon au Vietnam pour avoir envahi le Cambodge risquerait d'être mise *«à sa place»* par l'URSS. Cette objectivité fabriquée le conduit à appeler Moscou et Pékin à la «modération». *Le Figaro* pense *«qu'une confrontation armée entre l'URSS et la Chine pourra être évitée»* en s'appuyant sur le caractère limité de la riposte chinoise et sur la prétendue volonté de paix des *«Russes et Américains co-responsables de la paix mondiale»*. Un coup de chapeau aux superpuissances !

Les appréciations de la rédaction du *Matin* sont assez bien résumées par la conclusion de Jean Leclerc du Sablon :

«La campagne quasi-raciste des autorités vietnamiennes contre les Chinois résidant dans leur pays, l'invasion du Cambodge par le Vietnam, la main de Moscou dans l'«hégémonisme» de Hanoï sur la péninsule indochinoise ont certainement irrité les Chinois. Mais surtout leur «expédition punitive» semble être une manière pour la Chine de bousculer le jeu international en rappelant qu'elle est aussi un géant... dont la patience a été poussée à bout et qui a parié, étant donné que sa force militaire reste très vulnérable, sur les contradictions existant entre Moscou et Washington».

Un mélange savamment dosé entre le constat de certaines réalités au sujet de la politique de Hanoï et de Moscou, et la négation du fait que la Chine a été agressée et agit en conséquence pour faire face aux menaces ouvertes contre sa souveraineté.

Le Cambodge dénonce la «politique de génocide» du Vietnam

Il demande une nouvelle réunion du Conseil de sécurité

Thioun Prasith, représentant permanent du Kampuchéa démocratique, a adressé à l'ONU une nouvelle demande pour que le Conseil de sécurité examine à nouveau le problème de l'agression et de l'invasion du Kampuchéa par le Vietnam. Il déclare notamment : *«Sur le plan militaire, parallèlement à l'envoi de plusieurs divisions supplémentaires au Kampuchéa, les forces vietnamiennes d'invasion (150-000 hommes environ) multiplient leurs attaques et leurs crimes barbares contre le Kampuchéa et le peuple du Kampuchéa. Ils détruisent les villes, villages, champs et rizières. Ils pillent les récoltes et les œuvres d'art, trésors de la civilisation d'Angkor. Ils massacrent la population, violent les femmes et les jeunes filles et les tuent après... C'est une politique délibérée de génocide tendant à annihiler la nation et le peuple du Kampuchéa...*

Sur le plan politique, les dirigeants vietnamiens sont en train de mettre en scène une mascarade d'entretiens et de traités avec l'administration vietnamienne qu'ils ont créée de toutes pièces à Phnom Penh, dans le but de légaliser leur agression et leur invasion contre le Kampuchéa et l'absorption du Kampuchéa par le Vietnam. Le fait que la délégation vietnamienne en inspection à Phnom Penh comprend le Premier ministre, le vice-premier ministre des Affaires étrangères, le vice-premier ministre de l'Economie, le chef d'état major et le ministre *de la Culture, montre clairement que le Vietnam se prépare à «avaler légalement» le Kampuchéa»*.

Selon la presse thaïlandaise, la Thaïlande et les pays de l'ASEAN ont soutenu la demande du Kampuchéa d'une nouvelle réunion du Conseil de sécurité.

RENCONTRE AVEC UN PATRIOTE MAURITANIEN

Par Grégoire CARRAT

Mohamed, professeur à l'école normale supérieure mauritanienne, est satisfait du déroulement des événements : militant patriote il est heureux qu'ait été mis fin à la guerre fratricide de son pays avec le peuple sahraoui. Toutes les démarches du gouvernement mauritanien lui paraissent contribuer à l'instauration d'une solution juste au Sahara Occidental permettant des relations de bon voisinage de la Mauritanie avec tous les Etats de la région y compris l'État sahraoui, lorsque celui-ci sera instauré ; cela étant l'une des conditions pour que soit menée à bien la nécessaire amélioration du niveau de vie, des masses.

«Le peuple est favorable au Front Polisario parce qu'il considérait que la guerre n'était pas juste». Depuis 1976, le mécontentement grandissait. Des tracts étaient diffusés, des grèves avaient lieu. Au congrès de la jeunesse en août 1977, des motions contre la guerre étaient adoptées. Ce mécontentement profond du peuple était encore renforcé par la situation économique dramatique imposée aux masses.

C'est cela qui a fondé le renversement du régime Ould Daddah. A tout point de vue, le peuple mauritanien voulait et veut que soit mis fin à cette guerre. Selon Mohamed, les actes du gouvernement ont pour l'essentiel répondu jusqu'à présent à cette exigence, tout en défendant l'indépendance et la souveraineté du pays.

LIBERTE D'ACTION LIMITEE POUR LES TROUPES MAROCAINES

«Les gens ne supportent plus l'intervention marocaine». Aussi en exigeant le retrait des troupes marocaines, amorcé à Nouadibhou, le nouveau régime a répondu favorablement à cette exigence. Les garnisons marocaines ont par ailleurs vu leur liberté d'action limitée. Les militaires marocains ne peuvent se déplacer sans être accompagnés de militaires mauritaniens. Les liaisons entre garnisons marocaines doivent obligatoirement passer par l'armée mauritanienne. Sortir de la guerre, pour la Mauritanie est la condition de l'indépendance et de la souveraineté. Pour que cela se réalise, estime Mohamed, il est impératif que les Marocains et les gens qu'ils soudoient en Mauritanie ne puissent se servir d'aucun prétexte pour prétendre qu'il est nécessaire pour la sécurité de la Mauritanie que ces troupes se maintiennent. Le cessez-le-feu décidé par le Front a largement contribué à éliminer ce prétexte, mais d'autres actions, moins spectaculaires, auraient été saisies comme prétexte pour ralentir le processus de désengagement de la Mauritanie. C'est ce que recherche le Maroc, car il entend maintenir, en Mauritanie, un rapport de forces qui lui soit favorable.

Les moyens d'action de la Mauritanie sont relativement limités. Ce pays ne peut, selon Mohamed, dénoncer unilatéralement les accords de Madrid instaurant le partage du Sahara. Tout ce qu'il a accompli jusqu'à présent est implicitement opposé à l'accord de Madrid, mais toute dénonciation de l'accord serait considéré par le Maroc comme un acte hostile alors que la Mauritanie n'est pas en mesure de soutenir une confrontation. Objectivement, estime Mohamed, la politique du nouveau régime a permis au Front Polisario de concentrer ses attaques sur le front marocain avec le succès que l'on connaît. Mais la Mauritanie, pour sa part, ne peut s'engager dans un conflit armé avec le Maroc.

DES RELATIONS EQUILIBRÉES DANS LA RÉGION

Au contraire Mohamed estime qu'il est de son intérêt de développer des relations de bon voisinage avec tous les pays de la région, même si les divergences momentanées sont importantes. C'est pourquoi, tout en se désengageant, la Mauritanie maintient de bonnes relations avec le Maroc. C'est pourquoi elle rétablit de bonnes relations avec l'Algérie, relations rompues depuis novembre 1975. Que des bonnes relations s'établissent entre tous les Etats de la région lui paraît être la condition pour qu'un équilibre stable s'instaure.

UNE SOLUTION GLOBALE JUSTE ET DURABLE

Bien entendu, cela ne pourra se réaliser que si le peuple sahraoui peut s'autodéterminer. Pour sa part, le gouvernement mauritanien est prêt à le permettre dans la zone qui lui a été attribuée. Mais il est nécessaire que la même chose soit demandée au Maroc. Car il faut que la question du Sahara trouve une solution globale, juste et durable. Globale parce que reconnue par tous les Etats, juste parce que répondant aux intérêts du peuple sahraoui. Pour sa part, Mohamed ne voit pas très clairement ce que peut être cette solution. Le Front est pour l'Etat sahraoui, mais Mohamed ne voit pas très clairement ce que peut être cette solution. Le Front est pour l'Etat sahraoui, mais Mohamed pense que cette solution ne bénéficie pas encore d'un soutien international suffisant pour être retenue seule. Par ailleurs il considère que les liens historiques entre le Sahara et la Mauritanie ont créé des relations privilégiées entre les deux peuples. En tout état de cause, si la création de l'Etat sahraoui est la seule solution acceptable pour tous, la Mauritanie la reconnaîtra, estime-t-il. En tout cas, au-delà des paroles et des engagements verbaux, les actes du gouvernement mauritanien lui paraissent contribuer à la dynamique de paix en créant les conditions objectives pour que la guerre dont est victime le peuple sahraoui soit stoppée, et qu'une solution juste soit trouvée. Cela répond aux intérêts du peuple mauritanien comme à ceux de tous les peuples de la région. Cela est la condition pour que s'établisse un équilibre fondé sur des relations de bon voisinage qui permettra à la Mauritanie de mener à bien son développement propre, ce qui, insiste Mohamed, est une tâche impérieuse et urgente.

Communiqué de l'Association des amis de la R.A.S.D.

Au moment où le président français reçoit le roi Hassan II du Maroc, l'Association des Amis de la République arabe sahraouie démocratique rappelle que le Sahara occidental est occupé par les armées marocaine et mauritanienne depuis novembre 1975. L'Association attire l'attention du gouvernement français sur le danger que représente pour les peuples du Nord-Ouest africain l'expansionnisme marocain qui continue à occuper militairement la RASD malgré le récent vote à l'ONU réaffirmant le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance.

L'Association des Amis de la RASD dénonce toute poursuite ou renforcement d'une aide militaire française destinée à donner au roi du Maroc les moyens de poursuivre son agression contre le peuple sahraoui et le Front Polisario.

Ainsi qu'elle vient de l'écrire au ministre français des Affaires étrangères, l'Association souligne l'urgente nécessité pour le gouvernement français de reconnaître les droits nationaux du peuple sahraoui s'il souhaite favoriser l'instauration d'une paix juste et durable au Sahara occidental. Dans un premier temps, cette reconnaissance pourrait se concrétiser par l'ouverture d'un bureau officiel du Front Polisario à Paris.

L'Association des Amis de la RASD réaffirme son soutien à la lutte menée par le Front Polisario et le peuple sahraoui et son attachement à voir se rétablir dans cette région la paix qui, conformément aux vœux exprimés par une majorité de l'opinion française, passe par le retrait de toutes les troupes étrangères occupant le Sahara occidental.

Paris le 15 février 1979

LA CHINE FACE A LA LOGIQUE DE HANOÏ

***«L'Union soviétique remplira les engagements qu'elle a pris en vertu du traité d'amitié et de coopération passé entre l'URSS et le Vietnam»* déclarait dimanche le Kremlin. Par ce traité, signé le 3 novembre dernier, l'URSS s'est en effet donné un moyen important de pression sur le Vietnam, afin que ce pays, dont les dirigeants ont leurs propres visées expansionnistes, lui serve de plus en plus d'instrument de sa politique dans cette partie du monde.**

Ce traité, on s'en souvient, a été le premier d'une série signée, ces derniers mois, entre l'URSS et plusieurs pays du Tiers Monde. Ainsi, c'est au nom du même type de traité que l'URSS est venue «remplir ses engagements» auprès du dictateur éthiopien Mengistu, en lançant, le 18 novembre, avec l'armée éthiopienne, la plus sanglante des agressions contre le peuple érythréen qui lutte depuis 18 ans contre l'impérialisme. Cette offensive avait été précédée dès la fin de 1977, d'un gigantesque pont aérien soviétique amenant à pied d'œuvre tanks et MIG.

En Asie du Sud-Est, c'est aussi après la signature du traité avec l'URSS, que le Vietnam a intensifié son agression contre le Cambodge, jusqu'à l'invasion de janvier, et renforcé ses provocations armées contre la Chine. La signature du traité URSS-Vietnam avait été précédée, tout au long de l'année 1978, puis s'est accompagnée de l'envoi toujours plus massif d'armes et de conseillers soviétiques, jusqu'à transformer peu à peu le Vietnam en base soviétique.

Cartographie Le Monde

L'ENGRENAGE

«Le traité marque un sommet du développement des relations multiformes entre nos deux pays frères, intensifie directement les forces des deux pays...» indique le libellé du traité URSS-Vietnam du 3 novembre. Les dirigeants de Hanoï ont ainsi trouvé encouragement et soutien de l'URSS, à leurs ambitions de faire du Vietnam une grande puissance régionale, usant de la force et cherchant à annexer ses voisins indochinois. Cette logique, c'est celle que décrivait le 13 janvier, le *Rondong Sinmung*, journal de la République démocratique populaire de Corée, et qui, condamnant l'agression vietnamienne au Kampuchéa, soulignait : *«Les peuples du monde ont tiré une bonne leçon de l'évolution de la situation au Kampuchéa. Une fois encore, il nous a été montré clairement qu'un pays relativement petit peut nourrir aussi l'ambition de dominer et de contrôler d'autres pays».*

En contrepartie, les dirigeants vietnamiens célébrant en 1978, le 10e anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'URSS et rendant hommage au rôle des mercenaires cubains dans le monde, ont témoigné d'une allégeance de plus en plus totale à Moscou. Une allégeance qui se reflète sur le plan économique avec l'adhésion au COMECON, dès juin dernier.

Comme nous l'écrivions le 5 janvier, lors de la grande offensive lancée contre le Kampuchéa : *«S'appuyant sur l'aide militaire soviétique, les dirigeants vietnamiens se lancent à fond perdu dans la guerre. De ce fait, ils créent une situation où ils feront appel plus encore à l'aide de l'URSS que celle-ci s'empressera d'offrir. C'est cet engrenage qui mène à l'assujettissement du Vietnam à l'URSS, à sa politique».* C'est cet engagement qui a conduit aussi le Vietnam à monter des opérations armées contre la Chine, le long de la frontière, opérations devenues de plus en plus nombreuses ces derniers mois. La logique ici, réside dans l'hostilité croissante vis-à-vis de l'obstacle que représente la Chine aussi bien pour les menées impérialistes soviétiques dans le monde, que pour les visées telles que celles du Vietnam, utilisées par l'URSS comme point d'appui.

Le 2 septembre dernier, le Premier ministre vietnamien Pham Van Dong montrait assez la logique qui anime les milieux dirigeants de Hanoï. Dans une déclaration où il «justifiait» par ailleurs le développement des agressions contre le Kampuchéa, proclamant sa volonté que soit mis en place à Pnom-Penh un autre gouvernement, il n'hésitait pas à émettre des prétentions semblables contre la Chine. Il affirmait : *«Nous ne confondons nullement les forces réactionnaires au sein des milieux dirigeants de Pékin avec les communistes authentiques en Chine»* ne reculant ainsi devant aucune ingérence.

J.P.G.

La militarisation du Vietnam

Alors même que le pays se trouvait dans une situation économique très difficile après trente ans de guerre, les dirigeants vietnamiens ont procédé à une militarisation forcenée des forces vives du pays pour l'engager dans ses entreprises expansionnistes. Le régime vietnamien, en se lançant à corps perdu dans l'effort de guerre, s'est ainsi rendu encore plus dépendant de l'URSS qui resserre sur lui son emprise, au fur et à mesure qu'il accroît son soutien militaire. Cette militarisation, incluant l'enrôlement forcé des jeunes, a souvent provoqué le départ de nombreux réfugiés refusant de se soumettre à ces mesures.

En 1978, le gouvernement vietnamien a quadrillé le pays de *«comités pour le service obligatoire»*. Il a lancé une campagne de *«renforcement des capacités de combat»* affirmant que ce serait **la tâche principale *pour les*** deux années à venir. Le 21 décembre dernier, le ministre de la Défense, Giap, appelait la nation à *«prendre conscience du nouvel adversaire»*, à *«être toujours prête au combat»* et à *«se préparer à mener une guerre d'envergure»*.

En 1978, le gouvernement vietnamien a procédé par trois fois à la conscription. Le nombre des recrues est évalué à 400 000, qu'il faut distinguer des 600 000 hommes de l'armée régulière. Il semble également que les troupes démobilisées et engagées dans la construction de l'économie aient été rappelées pour redevenir opérationnelles. De plus, dans les écoles et les lycées, l'armée a développé des périodes d'entraînement militaire concernant en tout cinq millions de jeunes. C'est cette tension extraordinaire des forces et des ressources de la population du Vietnam qui a permis au gouvernement vietnamien d'intervenir sur plusieurs fronts à la fois en envoyant 50 000 hommes au Laos, 150 000 au Kampuchéa et en massant des troupes à la frontière chinoise.

Dès le mois d'octobre, alors que se développaient les provocations des gardes-frontières, Hanoï organisait au Nord des manœuvres militaires impliquant des centaines de milliers d'hommes et visant clairement la Chine comme objectif. Dès cette époque, à tous les postes frontières, les autorités vietnamiennes avaient disposé des haut-parleurs appelant à la guerre contre la Chine et proférant des injures contre le gouvernement et le peuple chinois, tandis que de grandes affiches représentaient un soldat vietnamien dirigeant son fusil vers le Nord.

En même temps, ces dernières années, la pression militaire soviétique n'a cessé de croître le long des 8 000 kilomètres de frontière de l'URSS avec la Chine. Selon des estimations occidentales, l'URSS a aujourd'hui massé quarante deux divisions représentant environ 650 000 hommes, soit beaucoup plus qu'en 1969 (400 000 hommes). De plus, ces forces ont été rajeunies et pourvues de matériel ultra-moderne.

Aujourd'hui, les tentatives d'encerclement de la Chine par l'URSS et son allié vietnamien dans le Sud-Est asiatique sont donc une réalité indéniable. Comme hier, sur la frontière du Sinkiang, et le fleuve Oussouri, contre les provocations armées soviétiques, la Chine a réagi aujourd'hui aux provocations vietnamiennes qui bafouent sa souveraineté nationale.

J.P.C.

A partir de demain,
dans *Le Quotidien du Peuple* :

L'ENJEU DE L'ASIE DU SUD-EST

Un dossier de Grégoire CARRAT

• Selon Deng Xiaoping «la riposte chinoise restera limitée»

D'après les correspondants de presse en poste à Beijing (Pékin), le Vice-Premier ministre chinois, Deng Xiaoping, recevant le secrétaire général de l'OEA (Organisation des Etats américains), a souligné le caractère «limité» et «défensif» de l'intervention chinoise au Vietnam. Deng Xiaoping aurait notamment indiqué que *«la contre-attaque chinoise est une action limitée qui ne sera pas étendue ou développée mais restera circonscrite».*

Déjà, la déclaration officielle publiée par l'agence Chine Nouvelle et datée du 17 février avait souligné : *«Désireux d'édifier notre pays, nous avons besoin d'une conjoncture internationale de paix, et nous ne voulons pas la guerre (...). Ce que nous souhaitons, c'est une frontière de paix et de tranquillité. Après avoir contre-attaqué comme il se doit les agresseurs vietnamiens, les troupes de défense de la frontière chinoise s'en tiendront strictement à la défense de la frontière de la patrie».*

Ces propos illustrent la volonté de la Chine, non de développer une politique de grande puissance mais de s'opposer énergiquement à toute violation de son territoire et de sa souveraineté, estimant qu'une attitude de faiblesse tablerait sur la «reconnaissance» des agresseurs ne pourrait en fait qu'encourager ceux-ci dans leur logique.

• Iran : la représentation de l'OLP remplace la mission israélienne

«Nous avons libéré aujourd'hui l'Iran et nous en ferons autant en Palestine demain» a déclaré Yasser Arafat, à Téhéran, où les bâtiments de la mission économique israélienne viennent d'être transformés en siège de la représentation de l'OLP. *«Nous continuerons nos efforts jusqu'au moment où nous aurons vaincu impérialisme et sionisme»* a ajouté le président de l'OLP. Pendant ce temps, à Beyrouth, plus de 10 000 personnes manifestaient en scandant : *«Aujourd'hui l'Iran, demain la Palestine».*

A Téhéran, un «tribunal révolutionnaire islamique» a condamné à mort quatre généraux, dont l'ancien président des tribunaux militaires.

Par ailleurs, des résistances à la reprise du travail se manifesteraient, notamment dans le secteur pétrolier, malgré les exhortations du ministre du Travail, Darius Forouhar, appelant *«tous les ouvriers, employés et cadres du secteur industriel à remettre en marche les rouages de la production».*

• Afghanistan : qui a tué l'ambassadeur U.S. ?

L'affaire de l'assassinat de l'ambassadeur américain en Afghanistan est loin d'être claire. On ne sait pas exactement à quel groupe appartenait le commando qui l'a enlevé, puis tué. Il semble en tout cas certain que 3 ou 4 conseillers soviétiques aient joué un rôle déterminant dans la manière dont l'affaire a été réglée. La police afghane, encadrée par les Soviétiques, a refusé toute concertation avec les diplomates américains avant de donner l'assaut. De plus, l'ambassadeur Dubs a été tué non pas avec un revolver — arme des ravisseurs — mais par une rafale d'arme automatique. Le département d'Etat américain a envoyé à l'URSS une note de protestation contre l'attitude des conseillers russes.

• Aix en Provence : victoire des travailleurs chez Citroën

Les travailleurs de la société Pascal et Gasquet (concessionnaire Citroën à la zone industrielle des Milles) ont entamé une grève illimitée vendredi après-midi, en vue d'obtenir une augmentation de 10 % sur les salaires pour l'année 1979 (avec revalorisation en septembre). Devant le refus de la direction de négocier, ils ont poursuivi leur grève ce lundi 19. Leur détermination est venue à bout du refus de la direction le soir même. Les travailleurs ont gagné et montré que la solidarité dans la lutte paie. Mais ils restent vigilants, car une restructuration dans la société est en vue. Les travailleurs n'accepterons pas qu'elle se fasse sur leur dos.

Section syndicale CFDT de CITROEN